

Jean-Charles Jauffret, *La Guerre inachevée : Afghanistan 2001-2013*, Paris, Autrement, 2013, 341 p.

Thomas Cavanna

Jean-Charles Jauffret, professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence, met ici à jour son précédent opus¹ (prix du livre d'Histoire de Verdun) pour dresser un bilan critique de l'action de la coalition internationale en Afghanistan depuis 2001, « alors que rien n'a été achevé sur le terrain, sinon l'éclosion du premier narco-État de la planète » (p. 12). Son ouvrage se décompose en sept chapitres.

Brossant d'abord un panorama général, l'auteur nous introduit à la pauvreté, à la complexité et au caractère hostile de l'Afghanistan. Passé rapidement sur l'expérience britannique, il s'attarde sur l'occupation soviétique (1979-1989), la guerre civile (1992-1996), le régime des talibans (1996-2001) et les efforts de la communauté internationale jusqu'en 2006, date à laquelle talibans et djihadistes reprirent véritablement l'offensive. S'ensuit la description d'un « adversaire polymorphe » échappant aux catégorisations sémantiques, de ses motivations religieuses, pécuniaires et nationales (basées sur le rejet de l'occupant), de ses similitudes avec les rebelles algériens (imbrication dans la population, connaissance du terrain...), et de sa capacité à tirer profit des abus liés à l'occupation étrangère (corruption, bavures). En infériorité numérique, la coalition, fait, elle, figure de « pachyderme », trop imbue de sa technologie et de son arrogance pour tirer les leçons de l'histoire militaire.

La dimension géopolitique du conflit est « complexe ». La Chine s'inquiète d'une poussée islamiste au Xinjiang tout en se méfiant de la présence militaire américaine et en investissant dans l'exploitation des ressources naturelles afghanes. La Russie monnaie son appui logistique mais veut contenir islamisme et trafic de drogue. L'Iran, qui compte 3 millions de réfugiés afghans sur son sol, est également soucieux de faire reculer ce dernier, tout en renforçant son influence (notamment parmi les Hazaras chiïtes) et en jouant un rôle ambigu entre ennemis taliban et américain. L'Inde combine assistance économique et investissements avec ambitions régionales et anti-terrorisme (empêcher Islamabad d'utiliser l'Afghanistan comme terrain de recrutement et d'entraînement). Enfin, le Pakistan, pourtant allié de la coalition, préserve les talibans afghans (afin de garder une profondeur stratégique vis-à-vis de l'Inde et d'annihiler toute revendication de Kaboul sur l'intégralité du Pachtounistan), et ce malgré l'ire des États-Unis et le récent essor du terrorisme au Pakistan même.

La coalition souffre de nombreux maux : structures de commandement confuses, hésitation entre anti-terrorisme et contre-insurrection, jeu solitaire des États-Unis, luttes d'influence... De plus, faire collaborer des soldats aux langues et cultures de

¹ *Afghanistan 2001-2010 : Chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, Autrement, 2010, 275 p. ; le contenu et la structure des deux éditions restent globalement très similaires

combat diverses relève de la gageure, sans compter la « plaie des *caveats*² » et la nécessité de respecter le droit international, le tout face à une menace évanescence mais permanente. Les tragiques dommages collatéraux se multiplient *via* le fréquent recours à la force aérienne (compensant le manque de troupes dû à la guerre d'Irak) et d'inévitables « bavures au sol » que le tournant rhétorique vers la « conquête des cœurs et des esprits » n'a pas éliminées. De l'enlisement découle un rejet croissant au sein des pays engagés.

Face à des talibans dont la présence passe de 54 à 72 % du territoire durant la seule année 2008 (p. 160), la coalition met progressivement en place une stratégie de contre-insurrection inspirée par le général Petraeus et déjà appliquée en Irak : recentrage sur la population, reconstruction du tissu économique, assistance accrue (éducation, agriculture, santé)... Pourtant subsistent deux faiblesses notoires : la difficulté à isoler les rebelles de la population et la porosité de la frontière avec le Pakistan. En décembre 2009 s'amorce une réorientation stratégique : dénonciation du double jeu d'Islamabad, envoi de 40 000 hommes supplémentaires, lutte contre l'incurie du régime afghan. Mais en dépit de quelques succès, la stratégie militaire plus agressive de Petraeus (arrivé sur place à l'été 2010) n'affaiblit pas fondamentalement les talibans, conscients par ailleurs du retrait prochain de la coalition.

Se concentrant ensuite sur les troupes françaises, l'auteur loue la formation d'un esprit de corps nourri par l'adversité mais déplore les limites de l'engagement d'une armée structurellement affaiblie par les coupes budgétaires et les réductions d'effectifs. Tout en revenant sur certains épisodes tragiques (Uzbin...), il insiste sur le savoir-faire hérité de l'époque coloniale et la contribution à la vie locale (accès à l'électricité, kits scolaires, hôpital militaire de Kaboul). Enfin, il évoque l'expérience de guerre elle-même : le vocabulaire (inspiré de l'expérience algérienne), l'isolement, la peur, la mort, et le souvenir.

Las, les fléaux perdurent. Sous l'effet – notamment – de l'assistance internationale et du trafic de drogue, l'État afghan reste plus proche « de la kleptocratie que d'une démocratie en devenir » (p. 258). L'urgence humanitaire persiste. L'armée et la police sont peu performantes (barrières ethniques, indiscipline...), voire dangereuses. La justice et l'administration sont gangrenées par la corruption et le poids des traditions. Malgré des efforts massifs en matière d'éducation, le sort des femmes reste souvent tragique. Le constat final est pessimiste : en dépit des traces que la coalition aura laissées (routes, aéroports...), la guerre civile semble poindre à l'horizon.

Synthétique, accessible, le présent ouvrage contient des passages très intéressants, parmi lesquels l'évocation des distorsions médiatiques (p. 74-78), des violations du droit international (p. 32-36), ou encore des manœuvres tactiques et du vécu des soldats (p. 212-234). Malheureusement, des faiblesses non négligeables en réduisent la portée. Celles-ci touchent d'abord à la forme et à la rigueur. La structure thématique n'est pas toujours d'une lisibilité idéale. De plus, le récit a tendance à s'embarrasser de soudaines digressions – littéraires et cinématographiques – ou affirmations artificielles car non approfondies : « Depuis 2008, Inde et Pakistan mènent une cyberguerre en s'envoyant des virus par services secrets et groupes nationalistes interposés » (p. 101). Les descriptions factuelles sont souvent trop longues, comme en témoigne l'évocation successive du rejet des opinions publiques

² Modalités d'usage de la force sous mandat national.

pour la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Italie, le Danemark, les États-Unis et le Canada (p. 150-157). L'auteur semble parfois manquer de recul vis-à-vis de ses interlocuteurs, quasi exclusivement français : « Les enfants sont souriants parce qu'ils savent que les Français sont généreux » (p. 229) : « l'adjudant [...] précise que les troupes françaises ne sont pas accros au "shit", le commandement y veille tout particulièrement » (p. 270). Les parallèles entre talibans et khmers rouges ou nazis sont très discutables. Enfin, les notes de bas de page manquent souvent à l'appel.

En ce qui concerne le fond, l'ouvrage semble parfois survoler plutôt qu'analyser, car l'auteur, privilégiant les sources traduites et la presse, néglige de nombreuses références ayant pourtant directement contribué aux débats politiques ou historiographiques (Frederick Kagan, Barnett Rubin, C. Christine Fair, Odd Arne Westad, Artemy Kalinowsky, Astri Suhrke, Joseph Arquila...). La contextualisation historique paraît parfois légère, voire absente : réticences soviétiques à intervenir en 1979, peur d'une trahison d'Amin, projets d'assistance civile de Moscou, survie du régime de Najibullah entre 1989 et 1992, soutien du Pakistan aux talibans, rapports de ces derniers avec Al-Qaïda, méfiance historique entre Washington et Islamabad... L'auteur passe également trop vite sur certaines dimensions de l'après-2001 : vie politique, scandales électoraux, corruption, ingérences américaines, rôle des seigneurs de guerre et de la CIA, primauté du pouvoir local, action des PRTs³ et des ONG, projet de nouvelle « route de la soie »...

Surtout, le traitement très factuel évacue bon nombre de questions stratégiques fondamentales. L'erreur cruciale fut-elle d'intervenir en Afghanistan ? De ne pas y avoir initialement déployé assez de troupes pour capturer Ben Laden ? D'y être resté ? D'une mauvaise manière de procéder ? Du manque de moyens dû à la guerre d'Irak ? L'occupation étrangère est-elle le principal facteur de rébellion ? Dans quelle mesure le double jeu pakistanais et le développement d'Al Qaeda dans d'autres régions du monde sapent-ils à la base la justification première de la guerre ? Qu'en est-il de vouloir soudainement démocratiser un pays si différent et moderniser une société si profondément traditionnelle ? Qu'en est-il de vouloir créer un pouvoir central fort dans un pays qui lui a toujours été réfractaire ? Comment la contre-insurrection est-elle appliquée sur le terrain ? Faut-il sanctionner le Pakistan pour son rôle incendiaire ? *Quid* des débats sur le succès du *Surge* en Irak ou sur l'utilisation de drones ? N'abordant pas réellement ces questions – et leur historiographie – de front, l'auteur semble parfois se contredire. Ainsi, ni le fait que la présence étrangère nourrit la rébellion (p. 45), ni la porosité de « *Af-Pak* » (p. 60), ni la corruption généralisée, ni la force intacte des talibans, ni le poids des traditions ne l'empêchent d'expliquer, après douze ans d'occupation, que « la coalition donne le sentiment de lâcher l'Afghanistan avant que les mentalités commencent à changer par l'accès à la modernité » (p. 266, mais aussi 243, 263, 274).

³ *Provincial Reconstruction Teams* : équipes de reconstruction provinciales.